

Le journalisme d'investigation en Bulgarie : une mission difficile mais réalisable

Cela peut sembler paradoxal, mais le plus mauvais élève de l'Union européenne en matière de liberté de la presse selon le Classement de Reporters sans frontières (RSF) est techniquement un endroit propice au journalisme d'investigation. En effet, la Bulgarie dispose de registres publics que l'on peut consulter pour une somme raisonnable et les personnes politiquement exposées déclarent leurs actifs et signalent les conflits d'intérêts potentiels. De plus, les marchés publics peuvent être consultés en ligne et en vertu de la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act) – l'une des lois les plus élaborées d'Europe en matière de transparence- il est possible de faire un requête auprès de n'importe quelle institution publique via un simple courrier électronique. Quant au financement du journalisme d'investigation, ce n'est plus un dilemme insolvable en Bulgarie : il existe en effet un certain nombre de fondations à l'échelle locale et internationale qui sont prêtes à soutenir des reportages d'investigation de qualité à partir de projets spécifiques, et de nouveaux modèles de financement participatif (crowdfunding) apparaissent.

En Bulgarie, un journaliste déterminé peut facilement repérer, enquêter et recueillir des preuves dans des cas de corruption et d'abus de pouvoir. Mais lorsqu'ils rendent publiques leurs conclusions, les journalistes ont plus de chances de se heurter à un mur du silence ou d'être confrontés à l'aveuglement des autorités, voire d'être suivis, intimidés, découragés par le biais de campagnes de dénigrement et d'être étiquetés « Ennemi de l'État », que de voir leur travail favorablement accueilli favorablement.

Les raisons sont connues : la corruption de rédacteurs et d'éditeurs, l'autocensure, la pression exercée par les autorités et la concentration des médias entre les mains de quelques oligarques utilisant la presse comme des "battes de base-ball médiatiques" pour étendre leur influence sur quelques journalistes provocateurs et les malmener.

Ceci étant dit, en Bulgarie, dans un contexte aussi difficile, le journalisme d'investigation n'a pas dit son dernier mot. Il montre même des signes de bonne santé. Grâce à une utilisation

judicieuse des nouvelles technologies, les journalistes d'investigation sont en mesure de poursuivre leur travail, voire de briser le mur du silence : la diffusion de leurs conclusions auprès du grand public par l'intermédiaire des réseaux sociaux rend ces sujets de plus en plus populaires, et leur révélation par les principaux médias et autorités devient inévitable.

Un cadre légal

La liberté d'expression et la liberté de presse en Bulgarie sont garanties par la loi. L'article 39 de la Constitution bulgare stipule que chacun a le droit d'exprimer librement ses opinions et de les diffuser, sous forme orale ou écrite, ou par d'autres moyens, à travers n'importe quel média. L'article 40 précise également que les médias de masse ne sont pas soumis au contrôle de l'État. Il existe un organisme de surveillance des médias dirigé par l'État pour la radio et la télévision - le Council for Electronic Media, mais la presse papier et les médias en ligne ne sont soumis à aucune réglementation précise. Une autorégulation est mise en place grâce au Code de déontologie des journalistes. Une commission spéciale de déontologie étudie les litiges et les plaintes à l'encontre des médias qui ne respectent pas le code, et émet des avertissements. Deux associations de journalistes sont chargées de défendre les droits des journalistes : le traditionnel syndicat Union of Bulgarian Journalists qui existe depuis le régime communiste, et l'Association of European Journalists beaucoup plus impliquée et visible.

Cependant, après avoir pris le contrôle d'un grand nombre de médias, le député Delyan Peevski a décidé d'abandonner le Code de déontologie et de promouvoir sa propre version d'un organe d'autorégulation. Le syndicat des éditeurs a connu le même sort et la Bulgarie compte désormais deux syndicats : l'Union of Bulgarian Publishers et celui dirigé par Delyan Peevski et son réseau.

Le journalisme d'investigation est particulièrement contraint par un article du Code pénal qui permet de poursuivre un média ou un journaliste pour diffamation, cependant l'ouverture d'une enquête requiert qu'une plainte civile ait été préalablement déposée par le Bureau du procureur. Il faut espérer que les journalistes, même s'ils sont condamnés, ne puissent pas être incarcérés pour diffamation. Les procédures civile et pénale sont souvent utilisées par les autorités pour faire pression et priver les journalistes de ressources financières. De plus, il y a quelques années, la Commission de contrôle financier a eu recours à une clause spéciale de la loi sur les établissements de crédit (Credit Institutions Act) visant à imposer de très lourdes amendes aux médias ayant publié des informations incorrectes sur les établissements financiers, dans le but d'intimider les médias nationaux et régionaux (Economedia, Zov News). Le risque de se voir imposer de très lourdes amendes pour les médias et pigistes qui recueillent et traitent des données personnelles – « offense » inévitable à laquelle ne peut échapper tout reportage d'investigation sérieux – est un nouveau danger qui se profile à l'horizon, appuyé par les réglementations communautaires.

Registres

La contradiction qui oppose la loi relative à la protection de la vie privée et le besoin de transparence dans la vie publique a souvent été mise en avant. Pour l'instant, c'est ce dernier principe qui prévaut et d'après les journalistes d'investigation, la Bulgarie compte un certain nombre de registres publics très pertinents : le registre du commerce, le registre foncier, le cadastre, le registre des marchés publics, le registre des déclarations des personnes politiquement exposées depuis 2005, etc. L'intérêt majeur du système est la possibilité de

rechercher des individus par nom de famille dans ces registres, une fonction qui n'est pas autorisée dans les registres publics de nombreux pays, notamment au sein de l'Union européenne. De plus, en Bulgarie, les dossiers des registres sont accessibles gratuitement ou pour une somme modique. Les paiements en ligne sont généralement acceptés.

Données en accès libre

Il y a quelques années, le gouvernement bulgare a pris l'initiative de publier des données en masse provenant de tout type de registres sur un portail dédié géré par le gouvernement : opendata.government.bg. En 2016, l'ensemble des données des registres du commerce et des marchés publics des dix dernières années a été publié sous un format exploitable. Depuis lors, cette base de données est mise à jour tous les trois mois.

Saisissant cette opportunité, les journalistes d'investigation ont téléchargé les données et ont conçu des outils statistiques leur permettant d'identifier tous les soumissionnaires retenus dans le cadre de procédures de passation de marchés publics, les entreprises en lien avec les familles des personnes politiquement exposées, ainsi que les bénéficiaires suspects de fonds de l'Union européenne. Les résultats furent réellement édifiants. Quelques projets de plusieurs milliards d'euros ont été suspendus puis révisés suite aux allégations révélant qu'une poignée de sociétés, en lien avec de puissants oligarques (Delyan Peevski, Valentin Zlatev), aurait remporté la majorité des offres de marchés publics dans le secteur de la construction. Cela prouve que la transparence des institutions de l'État et des données publiques est une condition essentielle pour lutter contre la corruption et réduire le gaspillage de l'argent des contribuables.

La loi sur la liberté de l'information

D'abord adoptée en 2000, la loi sur l'accès aux informations publiques (Access to Public Information Act ou ZDOI) n'a cessé de faire l'objet d'amendements au fil des années en vue de renforcer la transparence et de simplifier les rouages de l'administration pour les citoyens souhaitant consulter des rapports d'activité et de données provenant d'institutions. La loi ZDOI est devenue un outil essentiel pour les journalistes d'investigation. Il leur est désormais possible d'obtenir gratuitement les informations, sur simple demande par courrier électronique, sans signature obligatoire.

Ces dernières années, les journalistes d'investigation bulgares se sont livrés avec succès à des batailles juridiques à l'encontre de l'administration, celle-ci ayant refusé pour diverses raisons de mettre à la disposition du public des informations importantes. La plupart du temps, lorsque la divulgation de telles informations porte sur la dénonciation d'actes répréhensibles ou de corruption, les autorités refusent l'accès à ces informations sous couvert de motifs fallacieux, comme la violation de secrets commerciaux de tiers ou l'atteinte au respect de la vie privée. Contester ces refus devant les tribunaux est salutaire car, même si la procédure dure des mois, voire des années avant d'aboutir, et engendre des frais, tout procès remporté est la garantie d'un accès plus rapide et simplifié à l'information à long terme.

Les médias d'investigation bulgares

En Bulgarie, chaque chaîne de télévision grand public propose au moins une fois par mois des émissions qui diffusent des reportages d'investigation : The Investigation sur Nova TV, The Sleuth Hounds sur bTV et Overtly sur BNT. Les enquêtes couvrent une grande variété de sujets, allant du système de santé au détournement de fonds communautaires, en passant par les fraudes dans l'immobilier. Mais ces enquêtes télévisées prennent rarement, voire jamais, pour cibles des personnalités issues des hautes sphères du pouvoir.

Les rares éditions papier qui n'appartiennent pas au député Delyan Peevski continuent de publier de bons reportages d'investigation et de fragiliser l'équipe dirigeante avec beaucoup plus de vigueur que les chaînes de télévision. C'est notamment le cas du journal hebdomadaire Capital et du quotidien Sega. Autrefois réputés pour la qualité de leurs investigations, le quotidien 24 Hours et l'hebdomadaire 168 Hours ont brillé par leur médiocrité après que le groupe de presse auquel ils appartenaient a changé de propriétaire.

Un certain nombre de médias en ligne tels que Mediapool, ClubZ, Offnews et E-vestnik publient également des reportages d'investigation de qualité. Mais, en raison de restrictions budgétaires, ils n'ont pas d'équipe de journalistes qui se consacrent exclusivement à l'investigation. Les articles ayant fait l'objet d'investigation sont loin d'être monnaie courante dans les médias régionaux.

Plusieurs équipes spécialisées, financées par des subventions accordées dans le cadre de reportages d'investigation, se sont constituées. Certaines demeurent actives, dont Judicial Reports, spécialisée dans le système judiciaire ou For the Truth, alors que d'autres, comme Journalists against Corruption et le Bulgarian Center for Investigative Journalism ont cessé leur activité, n'étant plus en mesure de subvenir à leur besoin, semble-t-il, une fois que les financements des programmes de subvention ont pris fin.

Modèles de financement

Les investissements privés, les fonds publics distribués par le gouvernement, les subventions et, plus récemment, le financement participatif, constituent les principales sources de financement des journalistes bulgares. Cette situation n'est pas très différente des autres pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, où le secteur des médias n'est pas autonome financièrement parlant.

Il est reconnu que le reportage d'investigation est une activité qui coûte cher. Les grands médias privés, qui mettent l'accent sur le coût et les avantages, se montrent généralement peu enthousiastes à l'idée d'investir dans des projets d'investigation à long terme dont les résultats politiques sont incertains. Malheureusement, les stations de radio et chaînes de télévision publiques en Bulgarie ne sont pas non plus un terrain propice à l'élaboration de reportages d'investigation sur des sujets sensibles.

Le gouvernement bulgare est l'un des plus gros annonceurs dans les médias, dans lesquels il injecte de l'argent de l'État, mais également des fonds communautaires. Si l'argent public sert à maintenir les médias sous perfusion, la distribution de ces fonds publics compromet par ailleurs l'indépendance des médias – un cercle vicieux qui n'encourage pas à mener des enquêtes en toute partialité.

De nombreux journaux et médias en ligne sont détenus et financés par des éditeurs qui possèdent d'autres entreprises. Alors que certains d'entre eux conservent une politique éditoriale indépendante et mènent des enquêtes de qualité sur des questions réellement préoccupantes pour le grand public, d'autres médias sont utilisés par leurs propriétaires dans le but de protéger et d'étendre leurs intérêts commerciaux ou politiques. Les médias professionnels sont en mesure de déceler facilement des reportages « déguisés » qui se présentent à tort comme des enquêtes journalistiques, alors qu'ils ont simplement pour objectif d'accuser ou de salir la réputation d'opposants politiques ou de la concurrence. Ce

discernement est beaucoup moins évident pour le grand public qui n'est pas toujours capable de faire la distinction.

Dans ce contexte, différents programmes de subvention accordés par des donateurs étrangers comme l'Open Society Fund, le gouvernement norvégien, la America for Bulgaria Foundation, la Friedrich Newman Foundation, ont financé par le passé et continuent de financer aujourd'hui des projets de reportages d'investigation menés par des équipes de journalistes indépendants à court ou long termes. Mais la question de savoir s'il est possible de survivre une fois l'arrêt des subventions reste posée.

Il y a quelques années, un certain nombre de médias uniquement disponibles en ligne pour la plupart, ont commencé à tester les financements participatifs, à demander aux lecteurs de faibles contributions financières, tout en laissant l'information en libre accès. Ce modèle de financement fonctionne et permet de dégager une trésorerie précieuse pour des équipes réduites qui travaillent à distance, mais il ne peut pas à lui seul générer assez de fonds pour financer une entreprise établie dans le secteur des médias.

Qui détient les médias ? Quels types de contrôle et pression subissent-ils ?

La difficulté pour les journalistes bulgares n'est pas de mener des enquêtes journalistiques de qualité, mais plutôt de les faire publier, d'attirer l'attention du public et de produire l'effet escompté.

“Il m'est déjà arrivé dans ma carrière de journaliste d'investigation de remettre à l'éditeur une enquête parfaitement documentée et menée à terme qui n'a jamais été publiée”, se rappelle, Asen Yordanov, directeur du site d'investigation Bivol et journaliste depuis plus de 25 ans. Selon lui, il est monnaie courante que les éditeurs négocient des pots de vin concernant le sujet des enquêtes ou succombent à la pression politique.

Nul n'ignore cette réalité. Récemment, le journaliste d'investigation Vassil Ivanov a également abordé la question des enquêtes menées sur des personnalités politiques qui ont été suspendues ou n'ont pas abouti sur ordre de la direction de la chaîne de télévision pour laquelle il travaille.

La pression politique sur les grands médias est exercée soit directement, par l'intermédiaire de leurs propriétaires, soit indirectement, via la mainmise des annonceurs. Par ailleurs, l'État dispose d'un puissant levier financier pour exercer un contrôle direct sur les médias : les deniers pris sur les fonds européens destinés à la publicité.

Il y a plusieurs années, une étude menée par le site Bivol sur les propriétaires des médias bulgares a montré que plus de 80 % des médias et des grands groupes de médias étaient contrôlés par des particuliers qui appartenaient aux anciennes structures des services secrets communistes. Ces dernières années, on a pu observer une concentration significative des médias : les trois-quarts des organes de presse sont regroupés entre les mains du législateur et oligarque Delyan Peevski.

Les journalistes d'investigation font souvent l'objet de pressions de toute sorte qui peuvent aller de simples avertissements, à des actes d'intimidation, des messages de type mafieux et

des campagnes de diffamation, jusqu'à des agressions exercées sur leur personne ou sur leurs biens. Heureusement, aucun journaliste d'investigation n'a été tué en Bulgarie dans le cadre de son travail, mais on a pu déplorer des projets et des tentatives de meurtre préparées, des passages à tabac cruels, ressemblant à des règlements de compte, des voitures piégées ou brûlées ciblant des journalistes d'investigation.

Aucune affaire n'a abouti et aucun chef d'accusation n'a été prononcé par le procureur général pour agression sur des journalistes, mais l'État détient le triste record des agressions administratives et judiciaires commises à l'encontre de journalistes d'investigation, sans compter les nombreuses affaires de calomnie que les personnes politiquement exposées ont engagées à l'encontre des journalistes.

La pratique du Bureau du procureur qui consiste à passer sous silence ou à anéantir les investigations officielles ayant été lancées à partir de faits et de preuves dans des cas de corruption et d'abus de pouvoir recueillis dans le cadre de reportage d'investigation, est également un facteur de démotivation, surtout lorsqu'il s'agit de corruption politique dans les hautes sphères du pouvoir.

Cependant, grâce à la technologie de pointe, passer sous silence et ignorer les reportages d'investigation importants aux yeux du grand public devient de plus en plus difficile. Les plateformes indépendantes jouent également un rôle essentiel en publiant ces informations en ligne et en les diffusant sur les réseaux sociaux. Selon l'« effet Streisand », en cherchant à atténuer ou à diminuer l'impact d'enquêtes menées sérieusement, les autorités servent en réalité les intérêts des journalistes.